

Les nouveaux contestataires attisent la protestation

En marge des mouvements traditionnels se développent d'autres formes de protestation mêlant humour et provocation, efficaces en termes de communication, qui désarçonnent les syndicats et les entreprises.

Aux terrasses des cafés parisiens, le soleil tape. En ce début d'après-midi, c'est encore l'heure de l'expresso. Pourtant, tout n'est pas si calme avenue Kléber. Devant le Centre d'affaires Paris Trocadéro, un homme s'agite, deux policiers montent la garde. Sur le trottoir, un groupe d'une douzaine de personnes semble très animé. Une caméra les filme. Ils viennent d'envahir le troisième étage de l'immeuble, les bureaux de Carlyle, à Paris. Ce fonds

Au menu de leur défilé du 19 mars : pied-de-biche sur une statue et chevaux tirant une calèche.

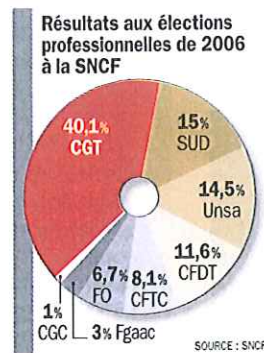
américain est actionnaire du câblo-opérateur Numericable, touché depuis janvier par une grève. La direction de Carlyle a refusé de les recevoir. Les forces de l'ordre sont vite intervenues. « *Ils ont été très corrects* », note un des policiers. Vendredi 6 mars, 14 h 45, opération terminée. « *Direction République!* » crie un membre du groupe qui s'éloigne. Une personne ne suit pas : Xavier Renou. Il est juste venu prêter main forte à cette action éclair. C'est le porte-parole du collectif qui

soutient les grévistes, au grand dam de la direction et de certains syndicats : Les Désobéissants. Activistes radicaux, spécialistes de l'insoumission civile, Les Désobéissants ont beaucoup surpris en se mêlant au conflit social. Officieusement, la direction dit ne pas comprendre ce qu'ils viennent faire dans cette affaire, ni quelles sont leurs revendications concrètes. Elle parle d'une « *stratégie de sangsue, se greffant sur un conflit* ». Officiellement, elle souhaite « *ne pas s'exprimer pour ne pas offrir davantage de visibilité* » à ce réseau. En réalité, elle semble désarçonnée.

Le grand test de la SNCF

La contestation paiera-t-elle ? Le score de SUD-Rail, lors des élections professionnelles à la SNCF le 26 mars, est très attendu. Le blocage de la gare Saint-Lazare, le 13 janvier, et les déclarations de Nicolas Sarkozy, qui avait taxé le syndicat d'« *irresponsable* », lui donneront-ils des ailes ? Comment les salariés jugeront l'opposition de SUD-Rail à la réforme des régimes spéciaux de retraite, négociée par le gouvernement avec la CGT fin 2007 ? Réponse le 27. C'est le premier grand test depuis la loi du 20 août 2008 sur la représentativité des syndicats. Le paysage syndical de l'entreprise pourrait s'en trouver tourbeoulé. Pour être représentatif et pouvoir

signer et dénoncer un accord, un syndicat doit réaliser 10% des voix lors des élections professionnelles. Au-dessous, il ne peut pas lancer de préavis de grève, et ne perçoit plus de subventions de l'entreprise. Avec cette règle, et en prenant les résultats des élections de 2006 (voir graphique), quatre syndicats disparaîtraient : CGC, CFTC, FO et Fgaac (conducteurs). D'où les rapprochements : la Fgaac s'est affiliée à la CFDT, alors que FO, la CFTC et la CGC ont noué des alliances électorales ponctuelles. Autre changement important : un accord d'entreprise n'est valide que s'il réunit au moins 30% des voix. La SNCF craint que les deux



syndicats réformateurs (Unsa et CFDT) n'atteignent pas ce chiffre. « *Deux solutions sont possibles, analyse un membre de la direction. Soit il n'y a plus d'accord et la situation sociale se fige, soit les avancées sociales se font aux conditions des syndicats les plus revendicatifs.* » Dans les deux cas, la direction s'en trouverait fragilisée. ■

Originalité

A l'heure des annonces de suppressions de postes à Total et des fermetures des sites de Continental dans l'Oise ou de Sony dans les Landes, au moment où les syndicats protestent fortement, se développent parallèlement des formes d'actions différentes, inattendues, jouant sur la provocation : celle des nouveaux activistes. A l'instar de Numericable, les entreprises auront de plus en plus affaire à eux, mais ne l'ont pas encore compris. Plusieurs membres des divers collectifs devaient participer aux défilés du 19 mars, même s'ils en ont « *marre des manifestations traditionnelles* », dixit Julien, 28 ans, membre de Jeudi noir, qui lutte « *contre la galère du logement* ». Simplement, ils ne battront pas le pavé comme les autres. A leur programme, à Paris : installer un pied-de-biche dans les bras de la statue de Marianne, place de la Républi-



D. Lektie/Libre arbitre

Jeudi noir, le 15 mars, à Paris. Équipé de ballons et de cotillons, le collectif s'invite dans les appartements dont les loyers sont jugés trop élevés.



Fanny/Réa

Les Désobéissants en stage, en février, à Paris. Ancien de Greenpeace, Xavier Renou (debout) enseigne les techniques de désobéissance civile.

des stages payés et encadrés. Il y a la Brigade activiste des clowns (BAC), qui soutient les enseignants-chercheurs contre Valérie Pécresse, quand ils ne luttent pas contre le nucléaire. Il y a Jeudi noir, qui s'invite avec cotillons et ballons dans les appartements à louer jugés hors de prix, ou qui envahit les locaux de l'association Alliance, collecteur du 1% logement, accusé par la Cour des comptes de dilapider l'argent. Partout en France, des actions originales se multiplient. Derniers exemples : le « grand cri critique », tous les mardis sur la Grand'Place de Lille. Pendant une minute, des badauds, des militants, des enfants crient à tue-tête. Contre tout ce qu'ils veulent. Le 16 février enfin, étudiants et professeurs ont déclamé devant le Panthéon *La Princesse de Clèves*, texte critiqué par Nicolas Sarkozy. Au cœur de ces réseaux, les Désobéissants, issus de la lutte contre le nucléaire militaire, se veulent « un outil au service des personnes engagées dans l'altermondialisme », selon Xavier Renou, 35 ans, chômeur. Créé en novembre 2006, ce ►►►



M. Medina/APP

L'Appel et la Pioche, en novembre 2008, dans un supermarché de Créteil. Des pique-niques sauvages organisés pour protester contre la vie chère.

que, pour exiger la réquisition des logements vides; défilé dans une calèche tirée par des chevaux « pour protester contre les rémunérations trop élevées », etc. Blagues de potaches d'une bande de rigolos appelés à s'assagir avec l'âge? Pas du tout. Avec des modes d'organisation et d'action à l'opposé des syndicats traditionnels, les nouveaux contestataires ont flairé l'air du temps. « C'est un phénomène appelé à prendre de l'ampleur et qui va inévitablement percuter l'entreprise », certifie Bernard Vivier, de l'Institut supérieur du travail. Carrefour, Auchan ou Champion les connaissent déjà. Pour protester contre la vie chère, L'Appel et la

Pioche organise depuis six mois de grands pique-niques dans des supermarchés d'Ile-de-France. Une table à repasser, une nappe, des produits sortis des rayons, de la musique, des clients appelés à venir se sustenter... et beaucoup de journalistes. « Nous regrettons d'être pris pour cible, les clients et les salariés sont choqués par ce type d'action », commente un porte-parole de la direction de Carrefour. L'Appel et la Pioche compte des cousins à foison. Il y a les membres du Clan du néon, qui, de nuit, éteignent les enseignes lumineuses des agences bancaires et autres commerces. Les Déboulonneurs qui barbouillent les panneaux publicitaires. Génération précaire qui réclame

►►► mouvement peut appeler à la mobilisation, parmi 6000 sympathisants officiellement comptabilisés. Ancien membre de Greenpeace, Xavier Renou fait du « consulting bénévole », apprend, par exemple, à L'Appel et la Pioche à « gérer » la police. Et, surtout, organise des stages de désobéissance civile pour les hauts potentiels du néo-activisme. « La crise financière nous amène beaucoup de participants aux stages, se réjouit Xavier Renou. Nous en avons organisé plus de 80 en deux ans. On m'appelle du Québec. Il y a même des syndicats qui nous contactent. Nous n'arrivons plus à suivre. » Le prix est imbattable : 30 à 50 euros le stage pour un week-end dans des locaux, souvent prêtés, aux quatre coins de la France.

Les moyens de ces groupes se ressemblent : les nouvelles technologies et la communication, beaucoup d'humour et un brin de provocation. Leurs méthodes s'inspirent de celles d'Act Up, de Greenpeace, de Droit au logement ou de Reporters sans frontières. « Leur côté ludique est très important, note la sociologue Michel Maffesoli. La conception prométhéenne, sérieuse, du monde fait place à une conception dionysiaque, festive. C'est une grande tendance depuis 1968. L'émotion remplace la raison. »

Modernité

Ils séduisent aussi, car ils sont en phase avec les transformations de l'organisation du travail. « Le syndicalisme classique traduit des formes d'organisations collectives qui correspondent au monde industriel, explique Bernard Vivier. Je négocie ou je fais grève sur le lieu de travail. Il y a une unité de temps, de lieu et d'action comme dans le théâtre classique. Aujourd'hui, les entreprises travaillent en réseau, les activités de services se développent, les jeunes ne travailleront pas sur un même lieu toute leur vie. Mais les syndicats restent sur l'ancien modèle. » Porte-parole de L'Appel et la Pioche, Leïla Chaïbi, 26 ans, en contrat aidé, confirme : « Je me syndique, je fais grève, je vais à la manif, ce n'est plus valable pour toute notre génération, qui change de boîte tous les mois. » D'où ces nouvelles formes d'actions non syndicales, sans fron-

« Je me syndique, je fais grève, je vais à la manif, ce n'est plus valable pour toute notre génération, qui change de boîte tous les mois. »

Leïla Chaïbi, porte-parole du collectif L'Appel et la Pioche.

LE DÉBAT

La crise favorise-t-elle les actions radicales ?

OUI. ALAIN VIDALIES



Secrétaire national du PS au travail et à l'emploi

Plus la crise s'aggrave, plus il y a de personnes qui pensent qu'on peut s'organiser de manière

plus radicale, plus spontanée. A l'heure des nouveaux moyens de communication, tout ce qui attire l'attention se développe. La multiplication des formes d'expression originales, éparses, non coordonnées, sont sympathiques. Mais elles ne sont pas le signe d'une bonne démocratie. Elles révèlent la faiblesse des formes normales de dialogue : les partis politiques et les syndicats ne parviennent pas à exprimer ces protestations. Efficaces pour alerter l'opinion publique, ces nouveaux modes d'action n'ont aucun impact national pour faire bouger la société. Les nouvelles règles de représentativité des syndicats viendront-elles sauver le dialogue social ? Il est trop tôt pour le dire.

NON. JEAN-FRÉDÉRIC POISSON



Député (UMP), rapporteur du projet de loi sur la rénovation de la démocratie sociale

Je comprends certaines actions radicales, comme celle des

salariés de Continental, qui ont investi un hôtel, à Reims, où avait lieu un comité d'entreprise. Je comprends moins les happenings, dans les supermarchés par exemple, qui dévalorisent le dialogue social. Mais je pense que la crise favorisera la culture d'anticipation et le dialogue social. Car il y a urgence à trouver des solutions pour l'entreprise. Pour cela, il n'est pas nécessaire de donner plus de pouvoir au comité d'entreprise. Il s'agit juste de changer les attitudes : si les syndicats contestent moins, le patron partagera plus d'informations. La loi sur la représentativité syndicale a aussi des vertus pacificatrices. Ni les syndicats ni les patrons ne semblent l'avoir compris.

tière entre les lieux de travail et le reste de la société. Selon Bernard Vivier, SUD serait le seul syndicat à avoir compris ces changements.

Les nouveaux contestataires traduisent aussi une métamorphose politique. Jeunes, peu nombreux, ils se passent de leaders. « Les grands chefs, on les a perdus », s'amuse Julien. Certains se reconnaissent juste quelques grands maîtres, tel Martin Luther King ou Gandhi, citent Obama ou le Guadeloupéen Elie Domota, du LKP. « C'est Bakounine et Internet, plutôt que Lénine et la barricade, analyse Bernard Vivier. Ils contournent le pouvoir, mais ne cherchent pas à le prendre. »

Julien Renou l'explique très bien : « Nous nous battons aussi pour une société rêvée, même si elle n'est pas la même pour tout le monde, puisque nous avons des membres des Verts, du NPA, du MoDem, des personnes non encartées. Nous aimerions une société qui prenne davantage en compte les attentes de chacun. Nous sommes individualistes, et alors ? » Tous veulent montrer que la société de l'argent n'est pas la seule possible, sans se référer à une doctrine globale. Qu'en pense

L'Appel et la Pioche, membre du NPA de Besancenot? Leïla Chaïbi : « Je ne me réfère à aucune idéologie classique. Le nom L'Appel et la Pioche, c'est pour enterrer la faucille et le marteau. Nous avons d'ailleurs eu quelques accrocs avec les trotskistes du NPA. Pour les pique-niques, ils nous ont dit qu'on risquait la prison. Pour des gens qui se disent révolutionnaires, ça fait sourire ! » Selon Michel Maffesoli, « la grande idée des lendemains qui chantent est saturée, par fatigue, par usure ». Pourtant, « la nécessité de marquer son insatisfaction, de ne pas accepter le statu quo existe toujours. Elle se focalise alors sur ce qui est proche, avec ces processus de désobéissance, les "flash mob" [mobilisations éclair. NDLR], en France et à l'étranger. On se mobilise pour de petites utopies interstitielles. Le politique a changé de figure, c'est ce que j'appelle "la transfiguration du politique". »

Si ces multiples « utopies interstitielles » ne risquent pas véritablement de mettre le feu à la société, elles ravivent le débat social, et contribuent à mettre chacun devant ses responsabilités. **Dominique Perrin**